



AFRIQUE	AMÉRIQUES	ASIE	LITTÉRATURES
<p>AFRICANISTAN. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues? – Serge Michailof <i>Fayard, Paris, 2015, 320 pages, 22 euros.</i></p> <p>L'économiste Serge Michailof voit dans le Sahel une zone d'immense fragilité, comparable à l'Afghanistan du début des années 2000, lorsque l'affondrement de l'agriculture, la corruption de l'Etat et son absence dans les zones rurales avaient «ouvert un boulevard aux talibans». Selon cet ancien expert auprès de la Banque mondiale, ex-chef des opérations de l'Agence française de développement (AFD), le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad «cumulent pour leur malheur pratiquement tous les risques»: divisions ethniques et religieuses, croissance démographique hors de contrôle. D'où la pauvreté rurale et l'exacerbation des tensions foncières, alors qu'une jeunesse en déshérence se laisse séduire par les prédicteurs d'inspiration wahhabite, voire parfois par le djihadisme armé. Michailof rappelle que la sécurité de cette zone, essentiellement assurée par Paris, ne peut être durablement confiée à des forces étrangères, comme le prouve l'exemple afghan. Il suggère de faire du sauvetage de ces pays une priorité dans le cadre d'un plan Marshall pour le Sahel à dominante agricole.</p> <p>PHILIPPE LEYMARIE</p> <p>SUDAN AND SOUTH SUDAN. From One to Two. – Bona Malwal <i>Palgrave Macmillan, Londres, 2014, 216 pages, 68 livres sterling.</i></p> <p>Étrange livre que ces Mémoires de l'un des plus actifs politiciens «africains» du Soudan (aujourd'hui Soudan du Sud). Né en 1928, Bona Malwal est entré en politique en 1964, lors du renversement du dictateur Ibrahim Abboud. Son engagement pour l'indépendance l'a mené au journalisme, à la direction d'un parti politique, en prison et, finalement, au poste de ministre de la communication sous la dictature suivante, celle de Gaafar Nimeiry (1969-1985). Nationaliste, plutôt conservateur, il s'est retrouvé en désaccord avec le leader sudiste John Garang, pourtant de la même ethnique. Ce dernier était partisan à la fois de l'unité nationale et d'une révolution qui bouleverserait l'ordre social et les rapports interethniques pour aboutir au «New Sudan» dont il rêvait. Après avoir longtemps soutenu la guérilla de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), Malwal rompt avec Garang et prend part à la guerre civile qui secoue le Soudan du Sud depuis décembre 2013, défendant les positions tribalistes de l'actuel gouvernement de Juba. Un parcours mouvementé sur un demi-siècle, qui reflète nombre des plus sérieuses contradictions de l'Afrique contemporaine.</p> <p>GÉRARD PRUNIER</p> <p>LES OUATTARA, UNE IMPOSTURE IVOIRIENNE. – Bernard Houdin <i>Editions du Moment, Paris, 2015, 332 pages, 19,95 euros.</i></p> <p>Le grand public a découvert Bernard Houdin en 2010, à la faveur de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire. Celui qui fut responsable d'une milice étudiante d'extrême droite en France dans les années 1970 devint en 2007 conseiller spécial du président Laurent Gbagbo. Le livre ici un témoignage à charge contre le régime ivoirien actuel et contre le couple Ouattara, dont l'ascension doit, selon lui, autant à l'affairisme de Mme Dominique Ouattara, ancienne gestionnaire des biens immobiliers de Félix Houphouët-Boigny, qu'au carnet d'adresses de son mari, ex-directeur adjoint du Fonds monétaire international. L'auteur, qui relate de nombreuses anecdotes vécues, souligne l'acharnement des dirigeants français contre M. Gbagbo et la partialité de la justice internationale. Mais il pêche par son parti pris, passant sous silence les dérives du régime de son ancien patron, présenté avant tout comme une victime expiatoire sacrifiée sur l'autel de la Françafrique. Ce plaidoyer pour M. Gbagbo, dont Houdin demeure le porte-parole, n'en demeure pas moins instructif quant aux rôles de la France, du Burkina Faso et des Nations unies dans les conflits qui, de 2002 à 2011, ensanglantèrent la Côte d'Ivoire.</p> <p>VLADIMIR CAGNOLARI</p> <p>HOLLANDE L'AFRICAIN. – Christophe Boisbouvier <i>La Découverte, Paris, 2015, 329 pages, 19,50 euros.</i></p> <p>Comment M. François Hollande, qui, au cours de sa carrière politique, s'était montré davantage préoccupé par la Corrèze que par le Zambèze, a-t-il fini par devenir «Hollande l'Africain»? C'est la question à laquelle répond Christophe Boisbouvier, journaliste à Radio France Internationale. Certes, comme d'autres avant lui, l'actuel président de la République avait juré, fraîchement élu, d'en finir avec la Françafrique. Ce vœu aussi pieux que vague ne résista pas longtemps à l'épreuve du pouvoir. L'influence politique et économique française vaut bien quelques arrangements avec la démocratie. Ainsi M. Hollande a-t-il fait du président tchadien Idriss Déby, après l'avoir boudé au début de son mandat, son meilleur allié dans la lutte contre les djihadistes du Sahel. A défaut de pouvoir inverser la courbe du chômage, il s'affirme en Afrique, poussé par son armée et par les grands patrons, qui entendent ne rien lâcher de l'ancien pré carré. Par son opportunité et son sens permanent du compromis, il est bien un président «normal», qui, sur le fond, n'a guère rompu avec la politique africaine de ses prédécesseurs. Anecdotes exclusives à l'appui, <i>Hollande l'Africain</i> met en lumière cette remarquable continuité.</p> <p>V. C.</p>	<p>«OCCUPER, RÉSISTER, PRODUIRE». Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine. – Andrés Ruggeri <i>Syllepse, Paris, 2015, 190 pages, 15 euros.</i></p> <p>La question du contrôle des moyens de production et de l'autogestion des entreprises a été l'une des plus débattues de l'histoire du mouvement ouvrier. Si certains estimaient la page tournée, l'étude de l'anthropologue et sociologue Andrés Ruggeri rappelle que depuis une dizaine d'années, en Argentine, plus de 300 entreprises «récupérées» par leurs travailleurs sont désormais auto-gérées, la plupart du temps sous la forme de coopératives, et font vivre près de 13 500 salariés (et leurs familles). Cela est d'autant plus notable qu'il ne s'agitait pas seulement d'un «lointain souvenir de la crise de 2001, mais d'une pratique sociale durablement ancrée». Ce phénomène de construction d'«expériences sans patrons» est d'ailleurs en expansion dans l'industrie, l'alimentation, la santé, l'hôtellerie, l'éducation... Néanmoins, loin de la «vision épique de la récupération», les obstacles quotidiens demeurent nombreux: machinerie détruite, hostilité des syndicats, politiques contradictoires de l'Etat, pression du marché, sacrifices des salariés pour sauver «leur» entreprise...</p> <p>FRANCK GAUDICHAUD</p> <p>LA ROSE ASSASSINÉE. – Loïc Ramire <i>Notes de la Fondation Gabriel-Péri, Paris, 2015, 155 pages, 5 euros.</i></p> <p>Le travail du journaliste Loïc Ramire, fort documenté, revient sur le torpillage du premier processus de paix entamé entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), en 1984. L'espoir d'une issue au conflit se heurta alors à une opposition féroce. Les FARC, après avoir déposé les armes, avaient fondé un nouveau parti, l'Union patriotique (UP). Mais, à mesure que l'enthousiasme pour le rassemblement de la gauche incarné par l'UP progressait dans de larges pans de la population, la réaction de l'oligarchie, de l'armée et de l'Eglise gagna en violence. Conçu pour porter la «transformation des aspirations populaires en projet politique», le parti devint synonyme pour ses opposants d'un imminent «péril communiste». La campagne consistant à le présenter comme le cheval de Troie des guérilleros se conjuga à l'orchestration macabre du «bal rouge»: le projet paramilitaire visant à la «neutralisation de l'UP» et à l'élimination systématique de chacun de ses membres est décrit par de nombreux témoins. Alors qu'un autre processus de paix, toujours fragile, est désormais en cours, le rappel de la façon dont la «rose nommée UP» fut naguère «assassinée» n'est pas sans nécessité.</p> <p>GUILLAUME BEAULANDE</p> <p>DES VOIX REBELLES. Récits populaires des Etats-Unis. – D'après l'œuvre de Howard Zinn <i>Les Mutins de Pangée - Agone, Paris-Marseille, 2015, livre-DVD, 124 pages, 22 euros.</i></p> <p>Tout au long de sa carrière, Howard Zinn s'est attaché à écrire une histoire «populaire» des Etats-Unis : une histoire qui restitue la voix du peuple et qui s'adresse au plus grand nombre. Publié aux Etats-Unis en 2009, quelques mois avant sa mort, et édité pour la première fois en France, ce livre-DVD constitue le dernier volet de ce vaste projet. Le film, riche de nombreuses images d'archives (photographies, gravures, peintures...), montre Zinn, seul sur scène dans un théâtre de Boston, racontant les principales révoltes et grèves qui ont jalonné l'histoire du pays. Le récit est entrecoupé par les apparitions du chanteur Bob Dylan, de l'acteur Matt Damon, de la chanteuse Pink... qui reprennent les paroles de militants oubliés. «La vie est un jeu de hasard», écrit l'historien dans ce récit. «Ne pas jouer, c'est renoncer à toutes ses chances de gagner. Jouer, agir, c'est se donner au moins une chance de changer le monde.» Avec cette œuvre atypique, Zinn montre qu'il n'a jamais abandonné la partie.</p> <p>BENOÎT BRÉVILLE</p> <p>LE MARÉCAGE DES AYATOLLAHS. Une histoire de la Révolution iranienne. – Pierre et Christian Pahlavi <i>Perrin, Paris, 2015, 571 pages, 25 euros.</i></p> <p>Appartenant à la famille royale, les auteurs ont pu recourir aux témoignages de leurs proches et des représentants de l'ancien régime pour ce récit détaillé des événements qui ont précédé l'avènement de la République islamique d'Iran, en 1979. Animés par une forte hostilité à l'encontre des démocrates américains, de M. James Carter à M. Barack Obama, ils défendent la thèse des monarchistes iraniens et insistent non seulement sur la culpabilité de l'Occident, mais plus particulièrement sur la responsabilité du président Carter, en raison de son hostilité idéologique envers le chah. S'ils réduisent la révolution à sa dimension islamique, ils montrent néanmoins que la chute du chah découle de la faille du système politique impérial, dirigé par un souverain malade, entouré de courtisans coupés des réalités du pays. Ce récit éclaire d'un jour nouveau les relations entre une partie des élites intellectuelles, notamment européennes, et les révolutionnaires iraniens.</p> <p>CLÉMENT THERME</p>	<p>DIEU EST ROUGE. – Liao Yiwu <i>Books Editions, coll. «Les Moutons noirs», Paris, 2015, 464 pages, 24 euros.</i></p> <p>En 1990, son poème <i>Massacre</i>, sur les événements de la place Tiananmen, lui a valu quatre ans de prison. Aux côtés de ses compagnons de détention – le Prix Nobel de la paix 2010 Liu Xiaobo, entre autres –, Liao Yiwu va passer du statut de poète ivrogne à celui d'écrivain dissident, et entreprendre d'explorer les ombres de l'histoire chinoise depuis Mao Zedong. C'est ce qu'il fait dans ce récit de voyage entrecoupé d'interviews. Dans la province du Yunnan aux collines rouges, il découvre des communautés dans lesquelles le christianisme est très ancré, malgré la réglementation en vigueur et les persécutions subies lors des multiples soubresauts de l'ère maoïste. Cette ténacité religieuse, les témoignages recueillis s'en font l'écho. Les chrétiens seraient plus de 70 millions en Chine, héritiers spirituels de missionnaires protestants occidentaux arrivés au XIX^e siècle. Loin de se convertir, Liao Yiwu voit en eux des semblables qui, comme lui, se battent pour leurs convictions dans le système autoritaire chinois.</p> <p>IBAN CARPENTIER</p> <p>CAPITALISMES AGRAIRES. Economie politique de la grande plantation en Indonésie et en Malaisie. – Stéphanie Barral <i>Les Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 240 pages, 24 euros.</i></p> <p>Si les effets néfastes de l'huile de palme sur nos organismes et sur les écosystèmes sont bien connus, les causes économiques de sa production (fort rendement à l'hectare, faible coût de production) et ses origines géographiques (l'Indonésie et la Malaisie concentrent 80% des cultures) le sont moins. Plus ignoré encore, le terroir social et politique sur lequel prospèrent ces plantations. Stéphanie Barral, docteure en sociologie, retrace leur histoire depuis les premières grandes plantations privées, fruit de ce capitalisme primitif qui, sous la férule coloniale, asservit la main-d'œuvre par la «désctructuration totale de l'organisation sociale préexistante». Lui succède, dans les années 1930, un modèle d'exploitation paterniste. L'indépendance place l'économie coloniale au service de la construction nationale. L'Etat nation puis l'Etat développementnaliste rationnalise et nationalise les grandes plantations, tout en mettant en œuvre des politiques autoritaires qui précarisent le salariat afin d'étoffer toute revendication sociale et syndicale.</p> <p>PHILIPPE PATAUD-CÉLÉRIER</p> <p>PROCHE-ORIENT</p> <p>LE MARÉCAGE DES AYATOLLAHS. Une histoire de la Révolution iranienne. – Pierre et Christian Pahlavi <i>Perrin, Paris, 2015, 571 pages, 25 euros.</i></p> <p>Appartenant à la famille royale, les auteurs ont pu recourir aux témoignages de leurs proches et des représentants de l'ancien régime pour ce récit détaillé des événements qui ont précédé l'avènement de la République islamique d'Iran, en 1979. Animés par une forte hostilité à l'encontre des démocrates américains, de M. James Carter à M. Barack Obama, ils défendent la thèse des monarchistes iraniens et insistent non seulement sur la culpabilité de l'Occident, mais plus particulièrement sur la responsabilité du président Carter, en raison de son hostilité idéologique envers le chah. S'ils réduisent la révolution à sa dimension islamique, ils montrent néanmoins que la chute du chah découle de la faille du système politique impérial, dirigé par un souverain malade, entouré de courtisans coupés des réalités du pays. Ce récit éclaire d'un jour nouveau les relations entre une partie des élites intellectuelles, notamment européennes, et les révolutionnaires iraniens.</p> <p>CLÉMENT THERME</p>	<p>Gris comme l'oubli</p> <p>Zombie Nostalgie d'Oystein Stene</p> <p>Traduit du norvégien par Terje Sinding. Actes Sud, Arles, 2015, 300 pages, 22 euros.</p> <p>«SION CHERCHE une preuve de l'existence de ce pays, il est probable qu'on ne trouvera rien.» Officiellement, l'île de Labofnia n'existe pas. Sauf pour les services secrets européens et américains, qui, depuis la première guerre mondiale, ont choisi de dissimuler sa découverte. Car cette petite île perdue au milieu de l'Atlantique abrite une étrange population. Des femmes et des hommes blêmes, aux mouvements ralenti, à l'élocution somnambule. Les gouvernements les ont placés clandestinement sous tutelle afin d'étudier les possibles effets de cette découverte sur la sécurité et la souveraineté des Etats européens libres et démocratiques.</p> <p>Janvier 1989. Un homme se réveille, nu, dans un hangar. Il ne sait plus qui il est, d'où il vient, comment il a arrivé là. Membres engourdis, lenteur sensorielle, repères inexistant. Une hébétude dont il ne va pas tarder à constater qu'elle est le lot de tous, à commencer par les membres du service d'accueil de l'île. Et il y a d'autres sujets d'étonnement: tous les Labofniens ont la même peau grise, parfois mouchetée de vert; tous ont un faible appétit et un mauvais sommeil; tous ignorent qui ils étaient, même s'ils ont de vagues réminiscences.</p> <p>Alors, le nouveau venu s'adapte. On lui a donné un nom, un travail aux Archives, et il partage un appartement avec un insulaire passionné par l'histoire européenne. Peu à peu, il découvre la ville, véritable bazar sans cohérence architecturale, ses habitants, son histoire, et les liens secrets qui existent entre eux et les autres: les émissaires européens apportent leur technologie; il est question de commerce... De toute façon, on ne saurait, vu les progrès des moyens de communication, tenir longtemps secrète l'existence d'une population qui, au fil des décennies, augmente, sans reproduction sexuée, à cause du flux croissant des arrivants. De surcroît, certains ont déjà quitté l'île. Les autorités entendent donc préparer avec sérieux et rigueur cette rencontre inévitable, souhaitée et redoutée. Les Labofniens vont être incités à imiter le comportement des hommes; c'est bien d'ailleurs ce à quoi la plupart d'entre eux s'essaient depuis leur arrivée.</p> <p>Mais tous butent sur le même empêchement: un Labofnien n'éprouve ni désir ni émotion. Comme un mort, en somme. La seule façon pour lui d'y parvenir, c'est de se mutiler ou de s'amputer, une technique spectaculaire mais sans danger, car la blessure se résorbe, ou le membre coupé repousse. Evidemment, même avec ce recours, pour ce qui est d'une ressemblance véritable avec l'humain, il y a comme qui dirait de la marge. Certains des «évacués» qui ont choisi de vivre ailleurs ont trouvé une solution plus efficace: manger de la chair humaine, même en petite quantité, permet d'acquérir temporairement non seulement les émotions mais aussi l'apparence des non-Labofniens...</p> <p>On ne sait pas grand-chose de l'auteur, sinon qu'il est norvégien, qu'il va vers la cinquantaine et que son quatrième roman, <i>Zombie Nostalgie</i>, est indiscutablement un objet étonnant. Clin d'œil littéraire au cinéma d'horreur, roman d'anticipation symbolique, il dresse le portrait de deux mondes parallèles, celui des morts et celui des vivants, qui finissent par se rencontrer. Rarement l'expression «dévorer la vie» aura été si justement, si malicieusement illustrée, pour laisser à la fin une impression inattendue de sérénité.</p> <p>ARNAUD DE MONTJOYE.</p>

GÉOPOLITIQUE

Pompiers, pyromanes... ou diplomates

APRÈS avoir alterné fonctions universitaires et diplomatiques, Jean-François de Raymond s'interroge sur l'essence de la diplomatie, qui, selon lui, «figure la nécessité de la compréhension mutuelle pour la survie et la survie de l'humanité (1)». Sa réflexion, très dense, nourrie d'exemples, puise dans la philosophie, l'histoire et l'anthropologie. Elle s'inscrit dans une démarche empreinte d'idéalisme: «L'activité diplomatique relève par essence du langage, car la parole élimine la violence», écrit-il.

On aurait aimé, au vu des nouveaux rapports de forces issus de la mondialisation, que soit développée «la mission de la diplomatie dans les intersections entre impératifs supranationaux et souverainetés», ou que soit relevé le déclassement qui résulte, pour les «perfides représentants des puissants de la Terre», de la jet diplomacy des chefs d'Etat. Et l'on peut contester qu'il y ait dans l'Alliance atlantique la conception d'une «paix démocratique». Cependant, l'humanisme de Raymond fait de ce livre un précis de morale méticuleux et étudit pour définir la place de l'autre dans les relations de pouvoir.

Pour sa part, l'ambassadeur français Michel Jolivet propose un témoignage qui s'éloigne de toute sanctifi-

cation de sa fonction (2). Ayant été en poste au Burundi, en Nouvelle-Zélande, au Népal et dans bien d'autres pays, il narre avec verve un «monde de cour, de réseaux», avec «des ambitions, de l'arrogance due au titre et au fait de croire côtoyer les Grands», où surnagent des «îlots de dévouement ou de sens de l'Etat». Son propre parcours reflète l'évolution de son métier, puisqu'on l'y voit assumer des «tâches commerciales» au service d'entreprises nationales. Mais son récit, qui fourmille d'anecdotes édifiantes, est aussi celui de multiples rencontres, attentives et chaleureuses, y compris avec ce «petit personnel» souvent méprisé par ses pairs. Le «rayonnement de la France» n'en dépend pas; son image, oui.

Entre éthique et pragmatisme, les deux ouvrages, si différents dans l'intention et la forme, laissent entendre que serait proche la «fin de la diplomatie». C'est précisément l'hypothèse qu'examine l'historien Pierre Grosser (3). Avec pertinence, il identifie six facteurs qui la confortent. Parmi les plus déterminants, l'usage de la diabolisation, relayée par les médias. Alors que, au tournant des années 1990, on annonçait un monde «dans lequel les Nations unies, libérées de l'impasse de la guerre froide», pourraient «réaliser

la vision historique de leurs fondateurs», c'est en fait l'inculture de la violence qui l'a emporté sur la diplomatie, de l'Afghanistan à l'Irak et à la Libye. Les guerres menées dans ces pays ne nécessitaient pas de négociations, puisqu'elles visaient à l'écrasement de l'autre, qui, discredited, n'avait plus d'existence politique.

Toutefois, l'état de décomposition dans lequel se trouve le Proche-Orient appelle plus que jamais le recours à la diplomatie – une «diplomatie des intérêts», selon les mots de Grosser, qui vise surtout à «limiter les dégâts». Mais sera-t-il possible encore longtemps de concilier l'attitude du pompier et celle du pyromane?

NILS ANDERSSON.

(1) Jean-François de Raymond, *L'Esprit de la diplomatie. Du particulier à l'universel*, Manitoba-Les Belles Lettres, Paris, 2015, 372 pages, 24,90 euros.

(2) Michel Jolivet, *Un ambassadeur se rebiffe*, Les Editions du Net, Suresnes, 2013, 306 pages, 19 euros.

(3) Pierre Grosser, *L'avenir de la diplomatie*, Institut Diderot, coll. «Les Carnets du dialogue du matin», juillet 2015, en accès libre: www.institutdiderot.fr